

# L'insécurité fait à nouveau bouillonner Mayotte

— Depuis une semaine sur l'île, des syndicats et une partie des habitants se mobilisent et dénoncent la montée de la délinquance juvénile.

Mayotte bouillonne à nouveau. Des centaines de personnes – 3 000, selon les organisateurs de cette manifestation – ont défilé hier dans les rues de Mamoudzou, la plus grande ville du département, pour dénoncer l'insécurité régnant sur l'île. « *Elle est partout et touche tout le monde* », clame Anli Rigotard, de la CFDT, un des porte-parole de l'intersyndicale menant ce mouvement social qui dure depuis une semaine.

Élément déclencheur de la mobilisation : la violente intrusion de dizaines de jeunes à l'intérieur d'un lycée professionnel, le 19 janvier. Il s'agissait d'une bagarre entre bandes ou entre villages comme il en éclate régulière-

ment sur ce territoire d'outre-mer. « *Mais on n'avait jamais vécu une attaque de ce niveau-là, c'était un véritable commando* », explique Henri Nouri, secrétaire général du SNES-FSU sur place.

La rixe a entraîné le droit de retrait d'enseignants. Des chauffeurs de bus scolaires ont exercé le même droit après avoir subi des caillassages, ce qui a contribué à perturber la scolarité des élèves. Les syndicats se sont ensuite associés à un collectif d'associations pour une première manifestation le 21 février. Ce rassemblement a été suivi par d'autres défilés et blocages, parfois émaillés d'échauffourées avec les forces de l'ordre.

Des élus locaux ont à leur tour rejoint le mouvement et une motion commune était hier en discussion avant d'être envoyée au gouvernement. Ce n'est pas la première fois que des habitants descendent dans la rue pour protester contre le manque de sécurité

« *Le problème numéro un ici reste la délinquance juvénile, avec des jeunes livrés à eux-mêmes qu'on ne peut contenir.* »

sur ce bout de France situé dans l'océan Indien. « *Le problème numéro un ici reste la délinquance juvénile, avec des jeunes livrés à eux-mêmes qu'on ne peut contenir*, rappelle Anli Rigotard. *Nous voulons des mesures sérieuses en rapport avec cette situation.* »

La problématique sécuritaire est liée à une intense croissance démographique. Gonflée à la fois par une forte natalité et par une immigration venue des Comores voisines, la population du département a atteint les 256 000 habitants en 2017, soit une hausse moyenne de 3,8 % par an, et le système scolaire subit de plein fouet cette pression. « *Nous sommes confrontés à des sureffec-*

*tifs que les constructions ne suffisent pas à absorber*, souligne Henri Nouri. *Le sous-encadrement général pèse également sur le travail de tous.* »

Pour cet enseignant venu de métropole, le mouvement actuel est « *totallement justifié* ». « *L'insécurité gangrène la vie quotidienne, les gens n'en peuvent plus*, constate-t-il. *Mais la question ne sera pas seulement résolue par l'arrivée de policiers et de gendarmes. La réponse doit être aussi éducative.* »

Pour certains Mahorais, ces manifestations sont aussi l'occasion de pointer du doigt les immigrés comoriens, traditionnellement accusés d'être responsables de la multiplication des cambriolages et des agressions. De son côté, le gouvernement a fait savoir lundi, en réponse à une question écrite du député LR Mansour Kamaridine, qu'il étudiait la mise en place d'une zone de sécurité prioritaire à Mayotte.

**Pascal Charrier**